

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 13/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES de ST-LUBIN

SAINT LUBIN
(PLEMET)
22210 Plémet

Références : 2025.337
Code AIOT : 0005500236

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement CARRIERES de ST-LUBIN implanté SAINT LUBIN (PLEMET) 22210 Plémet. L'inspection a été annoncée le 21/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES de ST-LUBIN
- SAINT LUBIN (PLEMET) 22210 Plémet
- Code AIOT : 0005500236
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière à ciel ouvert est autorisée par arrêté préfectoral du 11/06/2010. L'activité centrale d'enrobage est encadrée par l'arrêté complémentaire du 17/08/2006. L'arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2024 prolonge l'activité de la carrière jusqu'au 11/06/2026.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Bruit	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.4.2.	Demande d'action corrective	3 mois
11	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.4.3.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité autorisée	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 1.1.6.	Sans objet
2	Profondeur d'extraction autorisée	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 1.1.7.	Sans objet
3	Actualisation et révision	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 1.2.4.	Sans objet
4	Accès de la carrière	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.1.3.	Sans objet
5	Surveillance du respect du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.2.6.	Sans objet
6	Organisation de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.2.4.	Sans objet
7	Valeurs admissibles pour les eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.4.	Sans objet
8	Auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.6.	Sans objet
9	Auto-surveillance retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.2.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection met en évidence des points de vigilance concernant le respect des niveaux sonores limites pour un point de mesure et la réalisation de la mesure de l'onde de pression acoustique à chaque tir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 1.1.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité autorisée
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériau extraite du gisement, calculée sur une période d'un an est limitée à 1700 000 tonnes/an et à 1 400 000 tonnes /an en moyenne sur une période de 5 ans.
Constats : L'exploitant indique que le volume extrait a été de 900 000 tonnes pour l'année 2024 (déclaration faite sous le site de déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP)).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Profondeur d'extraction autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 1.1.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Profondeur d'extraction autorisée
Prescription contrôlée : Aucune extraction n'est réalisée à une profondeur inférieure à la cote de 45 m NGF, soit une profondeur maximale de la fouille de 110 m environ(au droit de la parcelle ZT -48) correspondant à une profondeur de 42 m environ par rapport au niveau à la rivière du Liè, qui se trouve à la cote 87 m NGF environ (cote du Liè dans son méandre à hauteur de la parcelle ZV-2) .
Constats : L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation établi le 3 octobre 2024, la cote de fond de fouille est de 47 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Actualisation et révision

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 1.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Actualisation et révision
Prescription contrôlée :

Le montant des garanties financières doit être maintenu actualisé selon la formule :

$$C_n = C_r * (I_n / I_r) * (1 + TVAn) / (1 + TVAr)$$

- C_n : montant des garanties financières à provisionner à l'année n ,
- I_n et $TVAn$: respectivement l'indice TP01 et la TVA au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

L'indice TP01 de référence I_r est de 635,6 (valeur de septembre 2008), la $TVAr$ de référence est de 19.6%.

Variation de l'indice TP01 : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- dans les six mois qui suivent une augmentation de l'indice TP01 supérieure à 15% au cours d'une même période quinquennale.

Variation des conditions d'exploitation : Toute modification apportée par l'exploitant touchant au mode et au rythme d'exploitation ou tout autre modification susceptible de conduire à une variation des coûts de remise en état devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui pourra exiger une réévaluation des garanties financières.

Renouvellement

L'attestation du renouvellement de la garantie financière doit être transmise au préfet au moins six mois avant l'échéance des garanties en cours.

Avec l'attestation de renouvellement des garanties financières, l'exploitant indique au préfet sur la base du plan visé à l'article 2.2.6 ci-après, si l'avancement des travaux correspond au montant des garanties financières apportées.

Constats :

L'installation dispose de garanties financières d'un montant de 827 228 €, l'acte de

cautionnement, signé le 6 septembre 2024, court jusqu'au 5 septembre 2029.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.1.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Accès de la carrière

Prescription contrôlée :

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Par ailleurs, toute disposition est prise afin de rendre possible l'accès des engins de secours à partir de la voie publique.

L'écoulement des eaux pluviales devra également faire l'objet d'aménagement afin d'éviter le ruissellement sur la chaussée.

Les roues de tous les véhicules sortant de la carrière doivent être propres. Si nécessaire, un système de nettoyage des roues est utilisé.

L'exploitant contribue à l'entretien de la voirie publique selon les dispositions en vigueur, notamment celles prévues par le Code rural et les articles L131-8 et L141-9 du Code de la voirie routière.

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que l'accès à la carrière est bien entretenu, dimensionné et enrobé. L'exploitant précise que les pistes sont arrosées à la tonne à eau et l'installation dispose d'un rotoluve pour les véhicules.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance du respect du périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.2.6.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du respect du périmètre autorisé

Prescription contrôlée :

L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;
- les bords de la fouille ;
- la position des stocks ;
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;

- le réseau de circulation des eaux ;
- les zones remises en état.

Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

À ce plan est joint une annexe sur laquelle sont reportées les valeurs des différentes surfaces telles que définies pour le calcul des garanties financières prévues par le chapitre 1.2 du présent arrêté, ainsi qu'un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour les douze mois suivants.

Constats :

L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation sur fond cadastral mis à jour le 3 octobre 2024, qui comporte les informations prévues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Organisation de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.2.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Organisation de l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour ne pas affecter les zones humides situées en dehors du périmètre de la carrière et répertoriées par l'inventaire réalisé par la commune de Plémet .

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, conformément aux plans de phasage mentionnés ci-après.

L'exploitation est réalisée en 3 phases de 5 années chacune, conformément aux plans de phasage d'exploitation et de remise en état du site annexés au présent arrêté .

L'extraction des matériaux est réalisée par création de gradins d'une hauteur maximale de 15 m chacun , séparés par une banquette horizontale au moins égale à la moitié de la hauteur du gradin qu'elle surplombe.

L'exploitation de la carrière et des installations de traitement s'effectue de 5 heures à 21 heures, du lundi au vendredi .

Exceptionnellement, des travaux de maintenance peuvent être réalisés le samedi .

Constats :

Le site dispose d'une fosse d'extraction orientée Nord/Sud.

Au Nord de cette fosse, le fond de fouille est à 47 m NGF, le palier supérieur est à la cote 58 m NGF et représente une grande surface. Quatre autres paliers sont exploités jusque la cote 106 m NGF. A l'extrême Sud de la fosse, sont exploités, à l'aide de groupes mobiles, trois paliers entre 106 m NGF et 127 m NGF.

L'extraction est réalisée par gradins de 10 à 15 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs admissibles pour les eaux rejetées**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.4.**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs admissibles pour les eaux rejetées**Prescription contrôlée :**

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent, à tout moment ,les prescriptions suivantes :

Paramètre	Valeur	Norme applicable
pH	compris entre 5,5 et 8,5	NF T 90 008
Paramètre	Concentration maximale	Norme applicable
MES	30 mg/l	NF EN 872
Fe + Al	5 mg/ l	NF T 90 017 et NF T 90 112 ,FD T 90 119 , ISO 11 885 et ASTM 8.57.79
Manganèse		NF T 90 024 , NF T 90 112 ,FD T 90 119 , ISO 11 885.
Hydrocarbures	5 mg/l	NF EN ISO 9377-2
DCO	125 mg/l	NF T 90 101

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Constats :

L'exploitant fournit l'autosurveillance des eaux rejetées pour le premier semestre 2025 issues des données de GIDAF, les valeurs limites sont respectées pour l'ensemble des paramètres, pH, MES, Fe+Al, hydrocarbures et DCO.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel. La fréquence des analyses pour les rejets en sortie des bassins de décantation est de 1 fois par jour pour le débit et le pH ,1 fois par mois pour les paramètres MES, Fe et Al ainsi qu'au une fois par semestre pour la DCO, le manganèse et les hydrocarbures . Les paramètres mesurés sont au minimum ceux listés à l'article 3.1.4 du présent arrêté. Les résultats d'analyses et de mesures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan annuel lui est transmis au plus tard le 1er avril de l'année suivante accompagné de tous commentaires sur le contenu et sur l'évolution des résultats.
Constats : L'exploitant fournit l'autosurveillance des eaux rejetées, la périodicité du suivi est respectée à savoir, débit et pH de façon journalière, mensuellement pour les MES et Fe/Al et de façon semestrielle pour la DCO, le Manganèse et le paramètre hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Auto-surveillance retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance retombées de poussières
Prescription contrôlée : Une mesure des retombées des poussières aux abords les plus exposés du site, notamment les habitations situées aux lieux dits " Le Teil" et " St Lubin" est réalisée pendant les périodes d'activité, selon une procédure normalisée dont la valeur de référence est fixée à 30 g/m ² /mois. Cette mesure est effectuée dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les ans. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées. Pour tous dépassements constatés de la valeur de référence précitée, l'exploitant indique les causes des dépassements constatés, ainsi que les actions correctives qu'il aura mises en œuvre ou envisagées pour revenir à une situation acceptable. Prescription modifiée article 19 de l'AM du 22 septembre 1994
Constats : L'exploitant fournit le rapport de mesures de retombées de poussières pour le premier semestre 2025. La valeur limite de retombées de 500 mg/m ² /jour est respectée pour le point de type b. L'Inspection précise que le rapport de suivi doit présenter les résultats par points de mesures sur l'année glissante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.4.2.		
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit		
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :</p>		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence sonore admissible de 07h à 22h (période de jour)	Emergence sonore admissible de 22 h à 7 h (période de nuit)
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	+6 dB(A)	+ 4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	+5 dB(A)	+ 3 dB(A)
Le respect de ces valeurs maximales d'émergence sonore dans les zones à émergence réglementée (ZER) se traduit dans le cas présent et compte tenu de l'environnement sonore actuel , par des valeurs maximales du niveau sonore à l'émission reprises sous la forme du tableau suivant :		
Niveau sonore maximal admissible en limites de la carrière, et en référence au plan annexé au présent arrêté.	de 07h00 à 22h00 (période de jour)	22 h à 7 h (période de nuit)
Point n°1 :limite de propriété lieu-dit «la gare » .	60 dB(A)	60 dB(A)
Point n°2 habitations au lieu - dit « St Lubin » et limite sud - est du site.	52 dB(A)	50 dB(A)
Points n°3 et 4 : habitations aux lieux-dits «Quillouet » et	47 dB(A)	45 dB(A)

aux lieux-dits «Quillouet » et « Le Teil »		
Limite de propriété sud	70 dB(A)	60 dB(A)

Les plages horaires normales de fonctionnement du site sont de 5 h 00 à 21 h 00 du lundi au vendredi, hors jours fériés. L'entretien du matériel peut se faire exceptionnellement le samedi . Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les trois ans au niveau des points de contrôle indiqués plus haut exposées, pendant les périodes d'activité.

L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (concassage, foration, transport, et autres activités).

Constats :

L'exploitant fournit le rapport de mesures de la situation acoustique de l'installation de 2023.

Les valeurs limites d'émergence sont respectées pour l'ensemble des points de mesures.

Concernant les niveaux sonores limites, il est constaté une non-conformité au niveau du point de mesure 4 "Le Teil" en période d'arrêt des installations 47.4 dB(A) et en activité 51.5 dB(A) pour un niveau sonore maximal admissible de 47 dB(A) sur ce point.

L'exploitant fait remarquer que le niveau sonore maximal admissible de 47 dB(A) pour ce point est très faible puisque même à l'arrêt des installations, la mesure est non conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter les niveaux sonores maximales admissibles sur son installation et le justifier par la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures acoustiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.4.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations

Prescription contrôlée :

L'abattage des masses rocheuses est réalisé à l'aide d'explosifs, sous réserve du respect de la législation relative à l'emploi de ces produits, et notamment, du titre Explosifs du règlement général des industries extractives.

Les tirs de mines sont interdits à moins de 100 m des habitations les plus proches .

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

<p>On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine ainsi que les monuments.</p> <p>La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :</p> <p>Bande de fréquence exprimée en [Hz] et centrée sur : 1 5 30 80</p> <p>Facteur de pondération du signal : 5 1 1 3/8</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine d'une onde de pression acoustique dépassant 125 dB linéaires au niveau des habitations les plus exposées.</p> <p>Une mesure des vibrations et de l'onde de pression acoustique au niveau des habitations les plus exposées est réalisée systématiquement à chaque tir. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées accompagnée du plan de tir associé.</p> <p>Avant chaque tir, l'exploitant prévient le voisinage à l'aide d'un signal sonore spécifique en parallèle à toute forme d'information nécessaire qu'il juge opportune (courrier, appel téléphonique, affichage en mairie). De même ,l'imminence du tir, ainsi que le constat de la réalisation achevé du tir font l'objet d'un signal sonore également spécifique. Une procédure interne, est mise en place à cette fin par l'exploitant et appliquée scrupuleusement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit les relevés des mesures de vibrations sur l'année 2025 qui sont réalisées à chaque tir de mines, aucune mesure ne dépasse 4 mm/s pour une valeur maximale de vitesse particulaire pondérée fixée à 10 mm/s.</p> <p>Les résultats ne font pas figurer systématiquement la mesure d'onde de pression acoustique.</p> <p>L'exploitant poursuit les mesures de vibrations à chaque tir, les signalements de nuisances pour des vibrations lors des tirs ont été évoqués.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une mesure de vibrations et de l'onde de pression acoustique au niveau des habitations les plus exposées systématiquement à chaque tir.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>